

Patriotismes et citoyennetés

In: Genèses, 3, 1991. pp. 162-176.

Citer ce document / Cite this document :

Topalov Christian. Patriotismes et citoyennetés. In: Genèses, 3, 1991. pp. 162-176.

doi : 10.3406/genes.1991.1057

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_3_1_1057

Patriotismes et citoyennetés

Christian Topalov



Ouvrages et articles commentés

Raphael Samuel (éd.), *Patriotism : The Making and Unmaking of British National Identity*, 3 vol., London, Routledge, 1989.

David Feldman, « The Importance of Being English : Jewish Immigration and the Decay of Liberal England », in David Feldman, Gareth Stedman Jones (éds.), *Metropolis. London : Histories and Representations since 1800*, London, Routledge, 1989, p. 56-84.

José Murilo de Carvalho, *Os bestializados. O Rio de Janeiro e a República que não foi*, São Paulo, Companhia das Letras, 1987.

Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir. Imagerie et symbolique républicaines en France de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1989.

1. José Murilo de Carvalho, *A formação das almas : O imaginário da República no Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 1990.

2. Elle est très clairement posée, par exemple, lorsque le grand médiéviste Rodney Hilton se demande tout simplement : « les Anglais étaient-ils anglais ? » (*Patriotism*, vol. 1, p. 39-43).

3. Ce thème, lié à des interrogations sur ce qu'est « le peuple » (*the people*) était sans doute constitutif du malaise intellectuel qui a marqué la journée d'étude organisée en juin 1988 par *History Workshop* à l'occasion du cinquantenaire du livre pionnier de A. L. Morton, *A People's History of England*, London, Lawrence and Wishart, 1938.

Que le présent sollicite l'historien, les ouvrages analysés ici en témoignent une fois de plus. Au Royaume-Uni, la guerre des Falklands (ou des Malouines, c'est une question de point de vue) a été en 1982 l'occasion d'un brusque accès de fièvre patriotique, très efficacement géré par le gouvernement conservateur dont la solidité paraissait alors inébranlable. Au même moment est mise en chantier une réforme des programmes d'histoire de l'enseignement primaire et secondaire, destinée à redonner à ces chères têtes blondes et rousses un sens perdu de la « continuité nationale ». Le patriotisme est décidément à l'ordre du jour, et des historiens de gauche regroupés dans *History Workshop* décident d'affronter la question. Un gros ouvrage coordonné par Raphael Samuel et rassemblant une cinquantaine d'auteurs en résulte (*Patriotism*, 1989). D'autres recherches, partant de la question des minorités rencontrent d'une autre façon le problème de l'identité nationale, en particulier celle de David Feldman sur l'East End de Londres à la fin du XIX^e siècle (« The Importance of Being English », 1990).

Au Brésil, la transition du régime militaire à la démocratie, conclue en 1986 par l'élection d'une assemblée constituante, se produit d'une façon qui surprend bon nombre d'intellectuels engagés depuis longtemps dans un combat difficile contre le régime autoritaire. Le changement politique leur pose à nouveau les questions jumelles de la participation politique des masses déshéritées et de leur insertion dans une nation dont la formation ne paraît jamais achevée. Le double centenaire de l'abolition de l'esclavage (1888) et de la naissance de la république (1889) offre ainsi à José Murilo de Carvalho une occasion de revisiter les fondations mêmes de la démocratie et de la nation brésiliennes et d'étudier le double échec originel de leurs institutions politiques (*Os bestializados*, 1987) et de leur production symbolique¹.

En France, enfin, la gauche gestionnaire est installée au gouvernement depuis 1981, l'électorat communiste a diminué de moitié et l'extrême gauche s'est évaporée. Tandis que les célébrations du bicentenaire de 1789 offrent une occasion attendue de réévaluer radicalement la signification des révolutions, les symboles de la République et de la Nation sont devenus un thème majeur de la recherche historique. Comme Outre-Manche et en vue des mêmes objectifs, des voix autorisées s'élèvent pour réformer les contenus de l'enseignement de l'histoire. Dans ce concert national, ou à côté, Maurice Agulhon travaille opiniâtrement sur le chantier du symbolisme politique qu'il a ouvert depuis longtemps. Poursuivant son étude de la Marianne insurgée, il trouve celle-ci singulièrement assagie dans la période qui s'ouvre avec la stabilisation de la III^e République (*Marianne au pouvoir*, 1989).

Curieusement, des événements et conjonctures éminemment particuliers à chaque paysage local s'accompagnent ainsi d'une attention renouvelée à un même thème : la construction de l'identité nationale. Il est sans doute trop tôt pour comprendre pleinement cette convergence des champs historiographiques dans des pays si différents, mais l'on peut au moins relever un paradoxe. S'il y a un sujet, en effet, à propos duquel les historiens-citoyens aiment à penser leur démarche en termes de spécificité nationale, c'est bien celui qui nous intéresse ici. Leurs singularités sont cependant trop parentes pour ne pas avoir un air de famille.

Une question d'identité

Certains principes d'appartenance et d'identité s'offrent à l'individu de façon immédiate : la parenté, d'abord, la localité parfois, ou la commune condition au travail. La nation est l'un des plus lointains, des plus abstraits, et sans doute dans le temps historique long, des plus récents. Si l'on admet que la nation n'est pas une donnée de nature, la genèse de

la représentation de soi comme lui appartenant devient une question historique, celle, précisément qui est commune aux travaux rassemblés ici².

Une recherche vraiment novatrice naît d'un étonnement et peut impliquer une petite révolution dans la construction de l'objet historique. Si ce n'est pas nécessairement le cas des célébrations de l'identité nationale, ce peut l'être de ses mises en questions. Arrêtons-nous sur un seul exemple, celui de la tradition de l'« histoire par en bas », que *History Workshop* a si superbement développée depuis vingt ans. Dans *Patriotism*, Raphael Samuel affronte d'entrée de jeu le paradoxe : « Radicale et populaire par ses sympathies, locale et régionale par ses sujets d'étude, la *people's history* est profondément attachée à cet esprit d'enracinement qui, selon la philosophie des Conservateurs, est le critère du "vrai" sentiment national » (vol. 1, p. XI). En d'autres termes, nous avons transposé sans le savoir l'épopée nationale du terrain de l'expansion impériale à celui de la vie quotidienne, et nous n'étions pas moins attachés à la notion de « tradition » que tous nos compatriotes³. L'ouvrage, mis en chantier initialement comme une riposte rationnelle à un chauvinisme officiel, est ainsi devenu un essai de réévaluation par lui-même d'un des courants les plus féconds de l'histoire sociale des années 1970.

Une même question peut, bien entendu, être abordée de façons très diverses, qui s'enracinent dans des conjonctures nationales singulières, des postures méthodologiques en compétition, des itinéraires politiques individuels ou collectifs. Trois thèmes distincts s'entrecroisent ou s'ignorent dans les ouvrages qui vont être présentés ici, proposant autant d'approches de la question de la construction des identités nationales. Je les aborderai successivement, l'ordre de l'exposé ne prétendant à aucune innocence. Le premier concerne les langages du patriotisme et leur usage en politique. Ces langages sont divers par leur contenu et

par les groupes qui se les approprient, et leur histoire est celle de l'imposition d'un ordre politique dans le registre de l'idéologie. Dans cette perspective, l'identité nationale serait un simple produit des politiques du patriotisme. Le second thème est celui des symboles nationaux. Pour les auteurs retenus, il ne s'agit pas là d'un terrain neutre où se sédimenteraient les éléments d'un consensus douillet, mais toujours d'une affaire de combat. La particularité de cette approche réside dans l'hypothèse que les symboles ont une logique propre qui est partie intégrante des processus d'acculturation à leurs contenus. Une anthropologie des mythes de la nation pourrait ainsi rendre compte de la formation des identités. Le troisième thème, enfin, est celui de la construction sociale de l'appartenance à un État-nation. S'il s'agit de politique, ce n'est plus celle de la scène où s'affrontent les partis, mais celle des rapports pratiques des citoyens à l'État. S'il s'agit de représentations, ce ne sont pas celles de l'imposition culturelle, mais celles qui naissent dans le quotidien de l'expérience sociale. Le chantier qui s'ouvre alors, et sur lequel d'ailleurs *Genèses* reviendra bientôt, est celui d'une histoire sociale de la citoyenneté et de l'appartenance nationale.

Les langages des patriotismes et leurs avatars politiques

Le premier volume de *Patriotism*, intitulé *History and Politics*, a pris pour objet celui qui s'offre de lui-même au chercheur, les discours du patriotisme et leurs utilisations politiques. La plupart des contributions dérivent d'une thèse centrale qui pose que le patriotisme n'est pas une essence immuable, que son contenu change au cours de l'histoire et est divers à chaque moment selon les groupes qui s'en réclament. La question, souvent explicite parfois implicite, devient alors de savoir si le patriotisme est toujours « de droite » ou, s'il a pu être « à gauche », comment il a changé de bord.



4. Christopher Hill a développé cette analyse trente ans auparavant dans *Puritanism and Revolution*, London, Secker and Warburg, 1958, notamment p. 58-125.

5. L'importance de la gallophobie dans la définition du patriotisme anglais en 1803 est étudiée par ailleurs par Stella Cottrell (*Patriotism*, vol. 1, p. 259-274).

6. Étudiée ailleurs par Linda Colley, "The Apotheosis of George III : Loyalty, Royalty and the British Nation, 1760-1820", *Past and Present*, n° 102, February 1984.

Dans un article clef, publié pour la première fois en 1981, Hugh Cunningham (vol. 1, p. 57-89) montre qu'au XVIII^e siècle, être « patriote », c'est être « radical », refuser son adhésion à un gouvernement « corrompu » et « tyrannique », vouloir restaurer la « pureté » des temps saxons, ceux du bon roi Alfred, quand les droits des « libres anglais » (*free-born Englishmen*) n'avaient pas encore été supprimés par une « aristocratie » étrangère. Au terme d'un processus qui se conclut provisoirement entre 1770 et 1790, le patriotisme aurait ainsi échappé au pouvoir en place et serait devenu le principe majeur de légitimation de l'opposition.

Cette équation entre patriotisme et radicalisme aurait toutefois des racines plus anciennes et des connotations plus diverses. Peter Furtado (vol. 1, p. 44-56) montre que le patriotisme n'est devenu un élément distinct du discours politique qu'à la fin du XVII^e siècle, la loyauté à la nation ayant désormais remplacé la loyauté à la Couronne et à l'Eglise d'Angleterre, langage encore dominant à la fin du règne d'Elizabeth. Comme le rappelle Christopher Hill dans un petit texte corrosif (vol. 1, p. 159-168), le tournant s'est opéré pendant la Révolution anglaise. Le mythe associant étroitement patriotisme et protestantisme s'était mis en place dès la Réforme, et le déclin anglais vis-à-vis de la politique européenne dans les années 1620 rend largement compte de la méfiance croissante envers un gouvernement incapable de défendre le pays de la conspiration papiste. Un patriotisme populaire se développe, dans lequel se mêlent la rhétorique du « joug normand⁴ » et la croyance que les Anglais, et tout particulièrement le peuple (*the common people*), sont aux premiers rangs d'une croisade contre l'Antéchrist. Cette dernière fiction est d'ailleurs interprétée diversement, tantôt, pour les possédants prenant le parti du Parlement, comme l'absolutisme royal qui subvertit la loi protégeant la propriété, tantôt, pour les radicaux, comme la

domination de la noblesse terrienne (*gentry*). Finalement, les républicains victorieux donneront à l'Angleterre la puissance militaire et navale que la monarchie a toujours été incapable ou empêchée de construire et adopteront une politique agressivement impérialiste au nom de la mission confiée par Dieu à l'Angleterre d'établir, avec les libertés civiles, le royaume du Christ sur terre. Cette politique se poursuit après la Restauration, plus encore après 1688. « C'est la triste fin de l'histoire », commente le grand historien de la Révolution anglaise.

Furtado raconte la suite, en montrant que le patriotisme, s'il est alors utilisé comme une arme par l'opposition Whig, est en même temps devenu un moyen de sublimer les conflits intérieurs et d'utiliser outre-mer « la gloire nationale potentielle déchainée par la guerre civile ». La nation est désormais regardée comme une entité à laquelle tous les citoyens doivent également se soumettre, en même temps que la figure de Britannia apparaît sur les pièces de monnaie et dans la chanson populaire. Pour Linda Colley (vol. 1, p. 169-187), le patriotisme radical du XVIII^e siècle n'est donc pas seulement un engagement à préserver les libertés constitutionnelles, c'est aussi un protestantisme militant et un chauvinisme débridé contre les puissances catholiques concurrentes, tout particulièrement la France⁵. Patriotisme radical, xénophobie et intérêts commerciaux anglais sont ainsi entremêlés jusqu'à la crise déclenchée par la Révolution américaine. Le vocabulaire traditionnel du patriotisme protestant est alors largement transféré des radicaux vers l'État, comme en témoigne l'émergence d'un nationalisme britannique officiel sous le règne de George III⁶. Tom Nairn (vol. 3, p. 72-86) fait lui aussi remonter au tout début du XIX^e siècle cette consolidation de l'« ancien régime » (il n'y en aura d'ailleurs pas d'autre), quand l'État victorieux parvient à forger une nation autour de la royauté et à marginaliser le patriotisme radical. Dès lors, l'attention portée de-

puis E. P. Thompson à la « formation de la classe ouvrière anglaise » ne serait plus qu'une « célébration poétique de la supériorité morale des vaincus » et détournerait d'une étude de « l'architecture de l'hégémonie nationale ».

Cunningham, en revanche, entend montrer que l'association du patriotisme et du radicalisme continuera jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le vocabulaire du patriotisme est celui de tous les combats radicaux jusqu'au chartisme et au-delà⁷ : c'est au nom de la lutte pour la « liberté » contre le « joug normand », l'« esclavage », la « tyrannie », la « corruption » que sont exigés le suffrage ou la Charte, condamnées la réforme de la police ou celle de la *Poor Law*, dénoncée la discipline du travail industriel. C'est seulement à la fin des années 1870 que le patriotisme passe clairement à droite. Non seulement le radicalisme patriotique s'est effacé, mais il a joué un rôle décisif dans l'acceptation du nouvel ordre industriel par les travailleurs. La libéralisation des institutions politiques a en effet réalisé une grande part du programme radical. La lutte internationaliste contre les tyrans fait place, au moment où la suprématie mondiale britannique s'affirme, à un patriotisme plus étroitement anglais, qui considère que l'Angleterre, patrie de la liberté (*home of freedom*), a un droit et un devoir particuliers d'en répandre les bienfaits sur les autres nations. Le patriotisme fournit alors un point de contact entre gouvernés et gouvernants, les courants internationalistes et pacifistes du patriotisme radical confluent avec le parti libéral, le courant russophobe et, plus largement, un patriotisme populaire protestant et bon enfant, se rangeant sous la bannière d'un parti conservateur qui oppose ses « principes nationaux » au cosmopolitisme des libéraux. Dès lors, la tonalité dominante du patriotisme en Grande-Bretagne est devenue conservatrice, militariste et raciste.

Il n'en reste pas moins, aux yeux de Cunningham, que les travailleurs continuaient à



7. Cette thèse a été avancée auparavant par Gareth Stedman Jones, "Rethinking Chartism", in *Languages of Class: Studies in English Working-Class history, 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 90-178.

8. Maurice Agulhon, *Marianne au combat. Imagerie et symbolique républicaines en France de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1979.

avoir leurs propres interprétations des institutions ou des discours patriotiques, par exemple les chansons de music hall ou les associations volontaires d'entraînement militaire. Ces dernières sont étudiées par Anne Summers (vol. 1, p. 236-256) qui montre à la fois leur importance chez les ouvriers et leur opposition au militarisme officiel, du moins jusqu'à ce que, au tournant du XX^e siècle, une armée réformée ait cessé d'être regardée comme une caste aristocratique corrompue et un bagne pour les simples soldats. D'autre part, il demeurerait une opposition, minoritaire mais résolue, au patriotisme : elle s'exprimait par exemple dans le langage de la fraternité de classe placée au-dessus de l'unité nationale chez certains socialistes, ou dans l'opposition à la guerre contre les Boers, dont Preben Kaarsholm (vol. 1, p. 110-126) étudie les diverses tonalités, parfois marquées par un anticapitalisme romantique, souvent par l'antisémitisme. A l'âge de l'impérialisme, en tous cas, un « patriotisme de gauche » semblait être devenu impossible.

Ces études laissent ouvertes bien des questions, et en particulier l'énigme de l'enthousiasme populaire d'août 1914, très lucidement énoncée par Anne Summers (vol. 1, p. 236), mais aussi la question de l'émergence au XX^e siècle dans le mouvement travailliste d'un patriotisme spécifiquement ouvrier. Celui-ci est étudié pour la période 1939-1983 par Stephen Howe (vol. 1, p. 126-139), qui l'attribue à l'impact de l'idéologie colonialiste sur la gauche britannique et à l'intégration durable de l'héritage impérial dans la constitution de l'identité nationale britannique. La plupart de ces contributions au premier volume de *Patriotism* semblent poursuivre une même quête, celle de l'origine du mal, du moment fatal où le pouvoir en place s'empare du patriotisme et en impose le langage au peuple. Ni les voies de cette inculcation, ni surtout ce qui peut donner un sens pour les intéressés à son succès supposé ne sont généralement interrogés.

Les métamorphoses des symboles

Une autre voie peut être adoptée pour à la fois saisir les contenus changeants de la conscience nationale et rendre compte des cheminements secrets de sa diffusion : c'est l'étude de ses symboles. Si le symbole est langage, il a cette particularité d'être polysémique, d'en dire plus que les mots en offrant simultanément à son lecteur plusieurs niveaux de sens qui se renforcent mutuellement. Cette complexité appelle une analyse et suggère que les voies de construction de l'identité ne sont pas seulement celle de l'argumentaire rationnel. L'étude de la symbolique nationale, qui mobilise volontiers les ressources de la critique littéraire et artistique ou celles de l'anthropologie, n'est pas spécifiquement française, contrairement à ce que l'on pourrait croire.

Maurice Agulhon est dans ce domaine notre pionnier national. En ouvrant le chantier de l'imagerie politique pour la période « contemporaine », il a donné une nouvelle dimension à l'histoire politique en même temps qu'il a éclairé d'un jour nouveau la question de l'identité nationale, sans peut-être l'avoir cherché au départ. Ce qui intéresse d'abord Agulhon, en effet, c'est l'image de la République, c'est-à-dire d'un régime politique, mais il se trouve que cette image finira par coïncider avec celle de l'État et celle de la nation elle-même. L'étude de la figure de Marianne, l'allégorie féminine de la République, lui permet d'établir que les symboles, qui se donnent à chaque instant comme éternels, ont une histoire intimement mêlée à celle de rapports de forces. *Marianne au combat*⁸ avait montré comment, au cours du siècle qui suit la Révolution, s'était imposé un emblème de la République et de la nation souveraine sous les traits de la déesse de la Liberté, héritière de la figure ancienne de Gallia et de l'iconologie dite « classique », c'est-à-dire la réinterprétation de l'antiquité par le XVIII^e siècle finis-

sant. La décision de 1792 met cet amalgame original à la place même laissée par la figure individuelle du roi, un contenu nouveau s'insérant dans une structure formelle inchangée. Cette Marianne est et restera longtemps militante par nécessité, étant la plupart du temps dans l'opposition de 1800 à 1870, et même 1880.

Avec *Marianne au pouvoir*, Agulhon aborde la période où la France officielle est stabilisée en « République française ». L'enquête porte principalement sur les représentations offertes de cette République par l'État : les bustes de mairie (I^{re} partie, chap. 2 et 3), les monuments parisiens, ces « grandes pédagogies nationales » (I^{re} partie, chap. 4)⁹ et la statuaire des espaces publics dans les départements, qui fait l'objet d'un inventaire complet (III^e partie). Après la crise du 16 mai et l'instauration finale du régime républicain, l'association de Marianne avec les idées de liberté insurgée, de justice sociale et d'amour du peuple fait place, dans ces figurations, au triomphalisme. Si la tentative des opportunistes de se débarrasser du bonnet phrygien tourne court, la représentation de la République, devenue celle de l'État lui-même, s'assagit. Les autres éléments de l'imagerie politique connaissent d'ailleurs une transformation semblable¹⁰. Le drapeau tricolore, définitivement adopté depuis 1830, n'a plus à la fin du siècle de véritable concurrent, qu'il soit blanc ou rouge. Il cesse d'être un signe dans le combat politico-idéologique pour devenir un symbole national, comme son maintien par le régime de Vichy en donnera la preuve. Quant à la statuaire publique, florissante après 1830 et surtout 1880, elle va prendre ses personnages de plus en plus à gauche et de plus en plus bas dans l'échelle sociale : c'est un régime qui s'affirme, si bien qu'après 1918, il est même en mesure de récupérer Jeanne d'Arc comme symbole national enlevé à l'opposition anti-républicaine. Des symboles qui ont été longtemps enjeux et même acteurs politiques, sont



9. S'insère ici une analyse de *la Liberté* de Bartholdi (I^{re} partie, chap. 5). On signalera à ce propos la superbe étude, trop peu connue en France, qu'a faite David Harvey des chassés-croisés étonnants de cette statue et de la future basilique du Sacré Coeur entre le site de l'Opéra, la colline de Montmartre et le port de New York (*Consciousness and the Urban Experience*, Oxford, Basil Blackwell, 1985, chap. 4).

10. Sur ce point, cf. aussi Maurice Agulhon, « Politique, images, symboles dans la France post-révolutionnaire », in *Histoire vagabonde*, vol. 1, Paris, 1988, p. 283-318.

11. M. Agulhon, « Politique, images, symboles... », *op. cit.*, p. 304.

12. Terme emprunté par Agulhon à George L. Mossé, *The Nationalisation of the Masses: Political Symbolism and Mass Movement in Germany from Napoleonic Wars through the Third Reich*, New York, Howard Fertig, 1975.

devenus des éléments de la culture commune. A partir de 1880, si les tensions politiques et sociales restent vives, elles ne donnent plus lieu à des figurations importantes. La « marche générale à l'apaisement des symboles¹¹ » est arrivée à son terme.

Il n'en demeure pas moins que les images restent un élément du langage et donc du combat politique. A côté de ses représentations officielles, la femme République est aussi figurée par les artistes (II^e partie, chap. 1), dans les fêtes (II^e partie, chap. 2) et les intérieurs (II^e partie, chap. 3), par les caricaturistes politiques (IV^e partie). Dans ce dernier contexte, les images divergent en fonction à la fois des convictions partisans de celui qui les produit et de la conjoncture politique. Dans le camp des vainqueurs de 1879-1880, deux figures de la République coexistent, ce que la statuaire nous a déjà appris : la sage matrone, à la beauté solennelle, et l'ardente jeune femme. Ces deux Mariannes sont mobilisées par les républicains gouvernementaux contre le boulangisme, mais celui-ci, dont les partisans sont pour une part des déçus de la République, parfois répudie Marianne mais parfois la revendique. Cette « première dispersion du symbole » (p. 273) en annonce d'autres. Il y aura par la suite une image positive de la République combattant la réaction et le cléricalisme, une autre, « bourgeoise », combattant les socialistes, une troisième enfin, plus rare, rangée aux côtés de la droite contre la gauche, qui inclut dans ce contexte les républicains gouvernementaux. Si l'on ajoute la mégère à bonnet phrygien des héritiers de l'ordre moral et la bourgeoise sans cœur ou aux mains sanglantes des révolutionnaires, il apparaît que l'histoire des symboles épouse étroitement l'histoire politique : « [...] si le langage, écrit ou plastique, nous tend les pièges de sa polyvalence, il n'en révèle pas moins, au-delà de cette complexité propre, des contradictions idéologiques [...] » (p. 289). Retour à un terrain connu.

Et cependant, la recherche d'Agulhon nous place devant un fait majeur qui conduit vers d'autres questions. A partir de 1880, que ce soit chez les opportunistes, les radicaux ou la droite anti-républicaine, un glissement se produit. La figure féminine qui symbolisait la République en vient à représenter non plus un système institutionnel particulier, mais la France, la patrie commune face à l'étranger. La femme France, bien que plus volontiers coiffée de lauriers ou d'un casque gaulois que du bonnet rouge, finit même par s'imposer à l'armée. Que l'enquête porte sur les monuments de rue ou sur le dessin de presse, il apparaît ainsi que « la représentation de la République, donc de l'État français devenu durablement républicain, ne pouvait pas ne pas influencer sur la représentation de la France » (p. 285).

Le problème initial posé par Agulhon était celle de la représentation de l'État, cette chose abstraite. A cette question, il faut une réponse, dès lors qu'il y a des pièces de monnaie, des timbres poste, des occasions fournies par les cérémonies et les œuvres édilitaires d'embellissement urbain. Au terme du parcours, le régime politique, l'État et la nation ont fusionné en France en une unique représentation. Celle-ci, et c'est peut-être là le point essentiel, joue un rôle important dans ce travail historique que seule la III^e République a su entreprendre avec succès, l'inculcation au peuple de l'appartenance nationale. Cette « nationalisation des masses » (p. 343)¹², qui est allé de pair en France avec la républicanisation de la société, a pris alors une ampleur radicalement nouvelle grâce à des instruments inédits : la mairie, l'école, l'armée. Marianne a contribué à ce processus, bien qu'elle n'ait pas véritablement quadrillé le territoire, comme le fera « la sculpture allégorique de rue des régimes totalitaires » (*ibid.*), et malgré l'« entrée dans les mœurs » réussie du buste de mairie. La question rebondit alors vers une autre, celle de ce qui a changé dans la vie concrète de la popu-



13. José Murilo de Carvalho, *A formação das almas*, *op. cit.*, p. 13. Son étude de la caricature politique (*ibid.*, p. 86-88) illustre savoureusement ce point.

14. M; Agulhon, « Politique, images, symboles... », *op. cit.*, p. 313.

15. Dans la même perspective, cf. aussi Marina Warner, *Monuments and Maiden: The Allegory of the Female Form*, London, Macmillan, 1985.

16. Parmi les signifiés des diverses allégories féminines de la nation, il y a sans doute aussi l'imposition des frontières entre rôles privés et rôles publics des femmes. Si José Murilo (*A formação das almas*, *op. cit.*, p. 89-92) voit une correspondance entre les représentations de Marianne aux barricades et la réalité de la participation féminine aux mouvements révolutionnaires en France, Maurice Agulhon insiste au contraire sur la théâtralité des luttes politiques au XIX^e siècle et voit là des « allégories vivantes » sans grand rapport avec l'irruption des femmes populaires dans la vie publique (*Marianne au combat*, *op. cit.*, p. 88-94 pour 1848 et p. 180-197 pour 1871).

17. Robin des Bois, toutefois, a eu ses historiens dès les années 1970.

18. Pierre Nora (éd), *Les lieux de mémoire*, tome 1, *La République*, 1984; tome 2, *La Nation*, 3 vol., 1986, Paris, Gallimard.

19. Eric Hobsbawm, Terence Ranger (eds.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

20. Pierre Nora, « La nation-mémoire », in Pierre Nora (éd), *Les lieux de mémoire*, *La Nation*, vol. 3, p. 647-658.

lation, qui a pu rendre celle-ci réceptive aux nouveaux symboles.

Il peut en effet y avoir une production symbolique abondante qui ne parvient pas à s'imposer, comme le montre le cas de la Marianne brésilienne et de la plupart des autres images et mythes élaborés dans le cercle étroit des élites républicaines de ce pays à la fin du XIX^e siècle. Au terme de son étude de l'imaginaire de la République au Brésil, José Murilo de Carvalho note : « Si n'existe pas de terrain commun, qui a ses racines soit dans l'imaginaire préexistant, soit dans des aspirations collectives à la recherche d'un nouvel imaginaire, le rapport de signification ne s'établit pas et le symbole tombe dans le vide, sinon dans le ridicule¹³ ».

Le troisième volume de *Patriotism*, intitulé *National Fictions*, nous fait voyager dans l'histoire des multiples figures du mythe national britannique. L'enquête est très large puisqu'elle couvre aussi bien la galerie de portraits où coexistent John Bull et Britannia, les vieux soldats et la famille royale, que la musique et le paysage, la littérature, le théâtre et le cinéma. Au passage, les « traditions » évoquées apparaissent comme des créations historiques souvent récentes, toujours éminemment changeantes dans leur contenu. Plusieurs de ces études ouvrent des perspectives nouvelles sur les modalités de l'efficace du symbole et, par conséquent, sur des aspects du processus de constitution de l'identité nationale qui ne relèvent pas de la politique ou de l'idéologie classiquement envisagées.

Ainsi, Britannia a trouvé, en même temps que Marianne, ses historiens. Ou plutôt ses historiennes, ce qui a permis à l'historiographie des figures de la nation d'éviter en Grande-Bretagne la perte de sens qu'implique la dérision virile d'Agulhon pour le genre des symboles : « Laissons de côté, dit-il, le thème plaisant mais approximatif du sexe des nations, et le bavardage facile qui relie symbolisme et psychologie féminine¹⁴. » Psycholo-

gie masculine, faudrait-il dire et, mieux que psychologie, construction historique des identités de genre. C'est un aspect important du travail de Madge Dresser (vol. 3, p. 26-49) que de montrer comment l'émergence définitive de Britannia comme l'emblème national majeur au XVIII^e siècle repose sur des figures (mère digne ou vierge outragée) où fusionnent patriotisme et propriété masculine des biens et des femmes, honneur national et honneur personnel. Les nations soumises, en revanche, ont pour figure des femmes lascives et disponibles, offrant à leur maître les produits de la nature : la dualité des formes politiques sur la terre des « libres anglais » et dans leur empire est aussi légitime que la dualité des normes sexuelles « chez soi » et en dehors. La pluralité des signifiés du symbole rend compte alors de son efficacité et suggère un rapport étroit entre les changements qui affectent simultanément la famille et la nation¹⁵. On attend toujours l'historien de la chasteté et des dépravations de Marianne¹⁶.

Quoiqu'il en soit, on peut constater que la nouvelle passion française pour « les lieux de mémoire » est la chose du monde la mieux partagée. Même si Raphael Samuel note la précedence de *Marianne au combat* (*Patriotism*, vol. 3, p. XIII¹⁷), l'élaboration du recueil est contemporaine de celle des volumes dirigés par Pierre Nora¹⁸ et doit beaucoup à l'idée fondamentale d'une « invention de la tradition » développée quelques années plus tôt par Hobsbawm et Ranger¹⁹.

A propos d'antériorité, j'en relèverai une, que l'on pourra juger piquante ou riche de sens, c'est selon. Prenant pour point de départ une pièce de théâtre populaire de 1931, Samuel (*Patriotism*, vol. 1, p. XVIII-LXVII) analyse la mutation du patriotisme britannique qui intervient alors et se confirme même dans les années du *blitz*. Avec le déclin de « l'atelier du monde » et le vacillement de l'Empire, l'amour de la patrie se replie sur le culte du domestique et des choses ordinaires, du jardin et

de la campagne anglaise. En même temps que le thé est promu boisson nationale, le policier, jusque là redouté et méprisé, devient le « Bobby », un objet d'affection patriotique (Samuel, vol. 1, p. XX-XXII) et la famille royale, un modèle des vertus domestiques communes (Nairn, vol. 3, p. 72-86). Ce repli sur la « petite Angleterre » donne lieu à une redécouverte des mille témoignages de sa modeste singularité et à une passion nouvelle pour le « patrimoine » (*Heritage*), toujours plus vivace un demi-siècle plus tard. Il est tentant de rapprocher ce tournant pris en Grande Bretagne dès les années 1930 de celui dont Pierre Nora se veut aujourd'hui le témoin et le promoteur en France, cette « déprise de la version nationaliste de la nation, gallocentrique, impériale et universaliste », que rendrait nécessaire le passage de la France au rang des puissances moyennes et possible l'effacement des extrêmes en politique²⁰. Même si tout n'est qu'invention, on n'invente décidément rien.

La construction sociale des citoyennetés

Dans les études évoquées jusqu'ici, la patrie est regardée tantôt comme un mot dont les luttes politiques déterminent le contenu et le camp pour lequel il combattrait, tantôt comme une abstraction qui prend corps dans une prolifération de symboles. Elle apparaît en tous cas comme étant d'abord un fait de langage ou de représentation. Reste alors à comprendre comment une idée en vient à devenir, pour reprendre la formule d'un auteur qu'il est désormais inconvenant de nommer, une « force matérielle ». Comment, en d'autres termes, une identité historique particulière se constitue au point de devenir ensuite naturelle. Langages et symboles, en effet, ne parlent pas d'eux-mêmes aux acteurs et ceux-ci ne les entendront et, éventuellement, les adopteront ou interpréteront que s'ils en ont besoin pour dire et faire quelque chose. Deux recherches éclairent cette question dans le contexte particulier de deux

capitales. Celle de José Murilo de Carvalho (*Os bestializados*) analyse l'échec du processus de « nationalisation des masses » à Rio de Janeiro au tournant du XX^e siècle, et celle de David Feldman (*The Importance of Being English*), son succès au même moment à Londres. Tous deux se sont efforcés de nouer l'histoire du langage et celle de la vie quotidienne, l'histoire de la politique et celle des rapports concrets à l'État.

Os bestializados, littéralement « les abrutis », c'est le peuple de Rio de Janeiro qui, en novembre 1889, assiste passivement à l'avènement de la République. Le propagandiste républicain qui a cette expression n'est pas le seul à constater ce « péché originel du nouveau régime » (p. 9). Au même moment, un observateur français formule ainsi le diagnostic : « le Brésil n'a pas de peuple ». Partant de cette vision des élites bourgeoises du temps, l'historien pose le problème central de son étude, celui de la citoyenneté au Brésil en un moment fondateur – la transition de l'Empire à la République – et en un lieu privilégié, Rio – capitale fédérale, principale ville du pays et centre de sa vie politique. Refusant d'attribuer simplement l'« inexistence de la citoyenneté » à l'État qui « abrutirait » le peuple, José Murilo s'efforce de comprendre de quel peuple il s'agit, quels en sont l'imaginaire et la pratique politiques, afin de « reconstruire le monde de la citoyenneté » (p. 14). Bref, de s'interroger sur les conditions sociales de la mise en place des rapports entre les citoyens, l'État et la nation.

Les discours du temps sur la citoyenneté sont divers (chap. 2). Tandis que les propagandistes républicains radicaux appellent la population à une ample participation politique, les vainqueurs de 1889 imposent une conception étroitement libérale des institutions. Le suffrage, plus qu'un droit, est une responsabilité sociale confiée à ceux qui peuvent la remplir. Il n'est plus censitaire, mais il est refusé à une très grande partie de la population – et notam-



21. En particulier par Georges Rudé à propos de mouvements populaires européens (cf. *The Crowd in History: A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, New York, Wiley, 1964 et *Paris and London in the Eighteenth Century: Studies in Popular Protest*, London, Collins, 1970).

ment aux pauvres, sous couvert d'analphabétisme (32 % de la population masculine adulte à Rio en 1890), aux femmes, aux simples soldats et, en outre, aux étrangers (30 % de la population totale). Les courants politiques qui s'inspirent d'une conception de la citoyenneté issue de la « révolution adorée » – la française – s'épuisent très rapidement : républicains radicaux rousseauistes, soldats révolutionnaires, socialistes démocratiques. En revanche, les organisations qui durent ignorer toutes l'idée d'une citoyenneté active, qu'il s'agisse des positivistes écartant les droits politiques au profit d'une action paternelle de l'État éclairé, des anarchistes qui récusent l'action politique, ou des socialistes choisissant la voie d'un rapport direct de négociation avec les appareils administratifs.

Cette visite des idées politiques dans le Brésil des années 1890 reste classique dans sa démarche. Ce qui l'est moins, c'est l'examen qu'entreprend José Murilo des pratiques de la citoyenneté dans le peuple de Rio, ouvriers du secteur public et du port, fonctionnaires, artisans et petits propriétaires, anciens esclaves venus des plantations, un monde turbulent tout au long de la période. Ce peuple ne vote pas (chap. 3). Les restrictions au droit de vote éliminent déjà 80 % de la population totale, et parmi les électeurs potentiels la participation fluctue entre 7 % en 1894 et 34 % en 1910, 18 % seulement restant en jeu dans ce dernier cas après déduction des votes annulés. Le grand romancier populaire carioca Lima Barreto, ouvrier typographe et petit-fils d'esclave, pouvait écrire en 1917 : « il y a longtemps que les politiciens pratiques ont réussi à éliminer presque totalement de l'appareil électoral cet élément perturbateur – le vote » (cité p. 87). José Murilo rend compte de cette auto-exclusion par l'ampleur de la fraude, qui rend le vote inutile, et par la violence exercée par les bandes au service des politiciens, qui rend le vote dangereux.

Ceux à qui est déniée la citoyenneté adoptent d'autres voies pour se faire entendre de l'État. Les pratiques clientélares, importantes pour les fonctionnaires, les militaires, mais aussi les ouvriers, sont seulement évoquées (p. 65 et 155). Reste une seule forme de participation citoyenne, la révolte (chap. 4). L'épisode examiné en détail est la « révolte du vaccin », qui a couvert Rio de barricades en novembre 1904, a fait fuir le gouvernement de la capitale et s'est conclue par une répression violente, sans commune mesure toutefois avec celle des insurrections parisiennes du XIX^e siècle (p. 126).

C'est la tentative d'Oswaldo Cruz, ministre de la Santé publique éclairé et hygiéniste, pour imposer effectivement la vaccination obligatoire contre la variole qui déclenche le mouvement. Pour José Murilo, il ne s'agit nullement là d'un prétexte qu'aurait manipulé un groupe de militaires jacobins désireux d'abattre la « république prostituée », ou qui aurait masqué des revendications économiques, voire une protestation contre la politique urbaine de Pereira Passos, l'Hausmann tropical. Si l'on prend au sérieux le langage même des acteurs, l'on peut voir que ceux-ci se réclamaient des droits que devraient avoir les citoyens d'une république. Les manifestants qui criaient « A bas la police, à bas la vaccination » se dressaient en effet au nom des droits civiques contre l'obligation, appliquée à l'aide de la force publique jusqu'au domicile même des gens.

Cette insurrection est un mouvement fragmenté d'une société urbaine fragmentée. Si, dans les premiers jours, la révolte rassemble ouvriers et commerçants, étudiants et militaires, la base sociale des derniers combats est constituée d'ouvriers des grandes entreprises et des « classes dangereuses » du sous-emploi urbain. La protestation résulte en effet de la fusion de deux types de valeurs, selon un processus observé ailleurs²¹ : d'un côté, les principes de liberté individuelle, cultivés dans les

classes dominantes, de l'autre, dans le peuple, le refus d'une intrusion des autorités qui menace la vertu de l'épouse, l'honneur du chef de famille et l'inviolabilité du foyer. Pour les couches populaires cariocas, l'interférence de l'État dans la vie des personnes est réglée par un pacte implicite qui en fixe les limites, et celles-ci étaient franchies sans que les citoyens puissent faire valoir leurs droits par le mécanisme des institutions représentatives. La violence répond alors à l'illégitimité. Cette révolte reste un « exemple quasi unique dans l'histoire du pays d'un mouvement populaire réussi, fondé sur la défense du droit des citoyens à n'être pas traités arbitrairement par l'État » (p. 138-139).

Ainsi, la révolte révèle, négativement, que la citoyenneté comme le sentiment d'appartenance nationale sont des constructions historiques enracinées dans les rapports concrets des populations à l'État. Le soulèvement de 1904 exprime dans le registre de l'exceptionnel ce qui est à Rio une évidence populaire dans le quotidien : les aspects formels de l'État ne sont pas sérieux, et les lois ne sont pas faites pour être appliquées. D'ordinaire, ce cynisme populaire s'exprime dans l'humour et le carnaval, mais quand le gouvernement prétend que le formel est réel, il viole une constitution non-écrite. S'il en est ainsi, c'est que l'État échappe à tout contrôle des citoyens, et donc que ceux-ci ne pensent même pas à revendiquer de participer à ses institutions. C'est ailleurs que se construisent les identités collectives : dans les fêtes, ingérables par la police pour qui elles sont ordinairement l'occasion de véritables opérations de guerre, et où pourtant se produisent, hors de la politique, les rares face-à-face de la population avec les gouvernants; dans les sociétés de secours mutuels – fraternités religieuses, groupes d'origine ou de quartier – qui rassemblent en 1912 la moitié de la population adulte de Rio (p. 143) et sont notamment des occasions pour le peuple de côtoyer les fonctionnaires et les petits notables



22. Cf. « Les espaces de l'immigration ouvrière, 1880-1980 », in Susanna Magri et Christian Topalov (éds.), *Villes ouvrières, 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 179-180, et *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1988, chap. 2.

locaux. Si l'État est une chose utile, dont on peut parfois obtenir certains bénéfices, il n'exprime pas la communauté. Comment, dans ces conditions, naîtrait une nation brésilienne ?

Que le processus de constitution des identités nationale et citoyenne se fonde sur des expériences quotidiennes, c'est aussi ce que montre la recherche de David Feldman sur la montée du nationalisme parmi les ouvriers de l'East End londonien au tournant du XX^e siècle. L'*Aliens Act* de 1905, qui restreint les entrées d'immigrants – tout particulièrement alors de juifs russes – et met en mouvement un vaste appareil administratif d'inspection et d'expulsion, trouve là un éclairage nouveau qui offre aussi une clef de lecture du *Welfare State*, dont la mise en place commence au même moment en Grande-Bretagne.

L'hostilité à l'immigration de la part des ouvriers londoniens ne résulte pas alors de préjugés, mais d'une expérience réelle à laquelle l'État parviendra à donner une expression. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, les étrangers venus de Russie et de Pologne fournissent une main-d'œuvre massive à plusieurs industries essentielles de la métropole : le vêtement, la chaussure, le meuble. Les femmes remplacent les hommes et les juifs, les Anglais, les conditions de travail et les salaires se dégradent avec l'expansion du *sweating system*, tandis que le surpeuplement des logements augmente dans l'East End. Ces maux sont étudiés avec ardeur par les réformateurs qui concluent que l'invasion étrangère contribue à la détérioration de la race. Ils recherchent des solutions qui permettraient d'intervenir sur le marché du travail sans trop interférer dans les règles du jeu des relations industrielles, et sur les conditions de logement sans renforcer encore des réglementations sanitaires qui se sont révélées inefficaces. Les syndicats, après l'échec du *general unionism* qui a tenté d'organiser les ouvriers peu qualifiés au-delà des frontières des métiers et des industries, deviennent de plus en plus hostiles

aux étrangers. Les institutions philanthropiques des juifs anglais entreprennent de rapatrier elles-mêmes les immigrés qui se seraient avérés inutiles à l'économie du pays, espérant prévenir par là des mesures gouvernementales autoritaires.

C'est alors que l'immigration devient un problème politique. Les conservateurs obtiennent dans le Londres ouvrier des succès importants, qui laissent espérer qu'est sur le point de se réaliser le rêve de Disraeli d'un « conservatisme populaire », d'un « patriotisme » (au sens du XVIII^e siècle évoqué plus haut) devenu *tory*. Des agitations sont organisées dans les quartiers contre les étrangers et pour l'Empire, et leur tonalité est souvent antisémite. Ce mouvement a une forte assise populaire, et les tensions n'y manquent pas entre celle-ci et les politiciens. Tous s'accordent, cependant, pour dénoncer le déversement malhonnête par l'étranger de marchandises et de gens sur l'Angleterre. La bataille pour le protectionnisme est aussi, comme l'a montré Gérard Noiriel dans le cas de la France à la même époque²², un combat pour l'établissement d'une frontière entre nationaux et étrangers sur le marché du travail par le moyen de nouvelles catégories juridiques. Sur cet objectif, des intérêts très divers peuvent se rassembler, et d'ailleurs les libéraux se rallient à la nouvelle politique d'immigration sans pour autant abandonner le libre-échange en matière de commerce, qui continuera à prévaloir.

Feldman montre ainsi que l'enjeu et le résultat de cette convergence inédite des partis et, au-delà, de ce ralliement ouvrier à l'un des mouvements politiques les plus importants de la période, c'est une nouvelle définition de la nation. De plus en plus, on s'adresse aux classes laborieuses non comme une caste « à part », mais comme une partie de la nation. La période classiquement décrite comme le déclin de l'Angleterre libérale s'accompagne d'une nouvelle vision des relations entre l'État et ses sujets, sur laquelle les conservateurs –

en particulier les *tory radicals* –, les libéraux – en particulier le « nouveau libéralisme » – et le *Labour* naissant peuvent s'entendre. Une vision élargie de la citoyenneté – en termes de droits politiques et de droits sociaux – implique une définition restrictive de celle-ci, avec l'apparition d'une discrimination légale entre le sujet britannique et l'étranger. « L'idée de nation fut ainsi élargie et rétrécie au même moment dans des directions différentes » (p. 78).

On retrouve ainsi à partir d'un autre point de vue la question du patriotisme populaire. Comme Cunningham, Feldman insiste sur le fait que les messages patriotiques étaient revêtus de significations différentes selon les groupes sociaux. Mais cette observation le conduit à ne pas regarder le patriotisme comme un moyen supplémentaire pour imposer l'ordre aux masses. Attentif à la signification littérale de la rhétorique de l'identité nationale, il y voit un ensemble de « tentatives pour construire une communauté nationale » (p. 77). Son étude suggère que la nation qui se redéfinit alors en Grande-Bretagne, n'est pas simplement une idée politique. L'identité nationale, ou le patriotisme, s'enracine dans des expériences quotidiennes, celles de la famille, du travail, du quartier, auxquelles elle peut fournir un langage quand l'État s'en mêle.

« Un des intérêts du problème de l'immigration [pour les conservateurs] était qu'il se saisissait d'une expérience immédiate [...] dans laquelle la construction d'un "nous" en tant qu'anglais devenait non seulement une source de fierté viscérale pour les succès de l'Empire, mais un principe d'intelligibilité de l'économie locale » (p. 68). En examinant comment des réalités de la vie populaire se trouvent interprétées dans le discours politique et modifiées par l'action administrative, Feldman offre un éclairage nouveau sur les racines de l'enthousiasme patriotique d'août 1914.

Ainsi, pour que l'identité nationale compte parmi les identités sociales du plus grand nombre, il faut que la « nationalisation des masses » se soit réellement produite. Si le langage, notamment celui des images, a une part dans ce processus, la construction de la figure du citoyen et de celle de l'étranger ne sont pas seulement une affaire symbolique. Elles ont à voir avec l'interaction de deux ordres d'expériences concrètes, celle de la vie quotidienne et celle du rapport à l'État. Les recherches sur Londres et sur Rio qui viennent d'être présentées me semblent montrer qu'une histoire sociale des « patriotismes » est possible, et qu'elle coïncide avec celle de la construction nationale elle-même.